



LE CENTRE CARTER

Répondre au contexte changeant de l'extrémisme violent : approches pratiques de transformation des conflits et de réhabilitation

Du 25 au 27 janvier 2019

Sommaire exécutif

La dynamique de l'extrémisme violent ne cesse d'évoluer. Malgré la perte territoriale de Daesh en Irak et en Syrie, l'extrémisme violent continue de se propager. Daesh et des groupes similaires continuent de recruter et d'alimenter les conflits civils au Mali, en Somalie, en Indonésie et ailleurs. Malheureusement, les efforts qui visent à élaborer des programmes de réhabilitation et de réinsertion sont inexistantes ou sévèrement entravés par un environnement hyper sécurisé. Les mesures de sécurité répressives ont nourri l'islamophobie et fortifié l'extrême droite en Europe et aux Etats-Unis. La menace d'extrémisme violent émanant de groupes affiliés à Daesh et al-Qaïda et d'extrémistes de droite en Occident nécessite une réponse multidimensionnelle et durable.

Pour répondre à ces défis, le Centre Carter a organisé son troisième atelier réitératif avec des chefs religieux et communautaires du 25 au 27 janvier 2019. Parmi les participants figuraient des praticiens de tous horizons idéologiques et politiques qui jouissent d'une certaine crédibilité et d'un capital social leur permettant d'influer sur leurs communautés au Maroc, en Tunisie, en Belgique, en France et aux États-Unis. L'atelier a abordé quatre thèmes principaux : a) le contexte changeant de l'extrémisme violent; b) les approches pratiques de la transformation des conflits et des négociations; c) les approches de réinsertion et de réhabilitation fondées sur les droits; et d) le paysage juridique des poursuites pour terrorisme.

Le contexte changeant de l'extrémisme violent

Houda Abadi, directrice adjointe du Programme de résolution des conflits du Centre Carter, a inauguré l'atelier en dressant une cartographie des menaces actuelles à la paix et à la sécurité et en mettant l'accent sur les mesures préventives qui permettent de traiter les causes fondamentales de

l'extrémisme violent. Il est à noter que les insurrections et les attaques terroristes se multiplient dans les États faillis et fragiles, que les attaques commises par des suprémacistes blancs aux États-Unis restent plus nombreuses que les attaques perpétrées par des groupes inspirés par Daesh ou Al-Qaïda et que l'on retrouve souvent des discours de pureté raciale ou religieuse et des formes de masculinité toxiques en ligne et dans les discours publics. En même temps, les normes démocratiques s'érodent aux États-Unis et à l'étranger, l'état de droit est menacé et l'espace politique est en train de se refermer. Avec la sécurisation et la politisation du terrorisme, les lois d'état d'urgence et les états d'exception sont devenus la nouvelle norme.

Ces problèmes sont mondiaux, mais exigent désespérément des solutions localisées et adaptées aux différents contextes de manière à renforcer la cohésion sociale, accroître l'égalité et consolider le contrat social. Le principal problème est le rôle que joue la masculinité toxique dans le recrutement d'extrémistes et la manière dont ces mentalités peuvent être bousculées au niveau

leur position. Et dans les cas où la légitimité serait en jeu, il est possible d'engager des discussions calmes et informelles.

Dans le cadre d'un apprentissage expérientiel, Wanis

Par exemple, dans les affaires de terrorisme, le débat juridique « peut entraîner des querelles inconcevables sur le degré de ferveur de la personne ou son niveau de connaissances religieuses », etc., pour déterminer si un acte (un meurtre, par exemple) est terroriste ou s'il peut être jugé comme tel. Un participant a souligné que ce point de vue existe depuis longtemps en France, et l'a qualifié de « gestion coloniale de l'islam », ajoutant que la nationalité d'un individu musulman est toujours remise en question.

Zohra Harrach Ndiaye, directrice du projet de prévention de la radicalisation en France, a présenté une perspective complémentaire en discutant de son travail de réhabilitation de jeunes qui ont été séduits par des extrémistes violents. Son organisation a travaillé avec plus de 100 enfants au cours des années précédentes. Elle a indiqué qu'une interaction complexe de facteurs sociaux, économiques et psychologiques entraîne l'extrémisme violent. Ndiaye a affirmé que, selon son expérience, il existe une trajectoire de radicalisation violente qui commence avec des parents absents et distants ; un héritage perdu ou mythifié ; une série de traumatismes ou d'agressions ; une renaissance en nouvelle identité ; un rattachement à la religion ; ou une conversion ; une marginalisation ; une humiliation ; une désaffection ; et en fin de compte, de la violence. Toutefois, cette trajectoire est fluide et complexe. Nidaya a parlé d'une fille issue d'une famille violente sans ressource qui a trouvé refuge en se convertissant à une branche conservatrice de l'Islam. Sa nouvelle identité lui a donné la force de mettre fin aux abus de son père, mais a également suscité les inquiétudes de ses professeurs quant à sa possible radicalisation et les moqueries de ses camarades. Elle a été marginalisée et seule, a éveillé des soupçons et a été visée pour ce qui, justement, lui a donné de la force. Elle était également vulnérable. Elle a été prise pour cible par des extrémistes impliqués dans la guerre civile syrienne. Elle a ensuite été recrutée et finalement arrêtée avant de pouvoir voyager. Dans ce cas, c'est le climat de sécurisation qui entoure la « radicalisation » en France qui a poussé la jeune fille à sombrer dans l'extrémisme violent.

Ndiaye a noté que la société n'a pas réussi à rendre justice aux plus vulnérables et a continué d'échouer, même en tentant de traiter les retombées d

les libertés civiles et que les efforts de réhabilitation devaient inclure la réforme des institutions - prisons, écoles, systèmes de services sociaux - de manière à ce que les opprimés soient traités avec humanité. Quel que soit le pays ou le contexte, l'humiliation, l'exclusion et l'aliénation sont les germes de la radicalisation violente. Ces germes n'éclosent pas toujours, mais l'édification de sociétés inclusives est la seule mesure de prévention fiable.

Conclusions

Le travail des chefs religieux et communautaires est essentiel à l'établissement d'une paix durable et à la prévention de l'extrémisme violent. Les praticiens participant aux ateliers de prévention de l'extrémisme violent du Centre Carter ont indiqué dans des sondages post-ateliers que ces formations leur ont permis d'accroître leurs compétences dans le domaine des médias et de la communication, de renforcer leur confiance en eux tout en les incitant à lancer de nouveaux projets et à œuvrer pour un changement dans leurs communautés. Certains projets ont été exécutés et connaissent déjà un succès. Par exemple, la cohorte belge a développé un projet axé sur la formation des jeunes à l'engagement civique et aux droits de l'Homme. L'objectif du modèle de formation des formateurs est de renforcer les capacités de 1 000 animateurs de jeunesse et de les

saluant la réputation du Centre en matière de médiation intègre et sa capacité à servir de lien entre le gouvernement et les communautés locales.

Le Centre Carter
One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, Géorgie 30307



www.cartercenter.org